

Un avocat bien connu de Toronto, M. John Gaultbrith, mène depuis deux ans dans la presse canadienne-anglaise une vigoureuse campagne contre les politiques laurieriste et bordeniste en matière navale.

Une marine dont les autorités de Londres peuvent tirer usage, mais dont le Canada ne se servira pas, a été votée à la demande de Sir Wilfrid, qui se mettait ainsi en opposition avec son attitude de 1907. On estime avec raison le coût de cette marine à \$40,000,000 pour les dix premières années de son existence, sa défense côtière, politique des hommes d'Etat du Sud africain, instruits par l'expérience de la guerre, le gouvernement d'Ottawa l'ignore. Ce cabinet vermineux du moins, l'idée de confier l'inspection des troupes Canadiennes à un général nommé par Londres, ce qui est un pas de plus dans la voie qui aboutira au commencement de la milice canadienne par les autorités de Londres. Il est de toute évidence au Canada que l'argent impérialiste joue un grand rôle dans la presse locale et chaque événement de la politique contrainc à prouver que les riches et habiles jingoes se sont ligués pour poursuivre la réalisation de leur plan.

Qui parle ainsi? Est-ce M. Monk? Est-ce M. Bourassa? Non, c'est le journaliste anglais le plus connu du pays, un ami personnel de M. Laurier, M. E. W. Thompson, ancien rédacteur en chef du *Globe*, aujourd'hui correspondant du *Boston Transcript* au Canada.

Le Canada se distinguera parmi les nations si, mettant de côté les armes qui ont causé tant de mal dans le monde, il prend la résolution, non de se laisser vaincre par le mal, mais de vaincre le mal par le bien. Et qui peut dire que la voix des Canadiens-Français de Drummond, qui s'est prononcée si ouvertement contre une politique navale, n'est pas en harmonie avec la conviction inexprimée de la majorité des Canadiens de toutes les provinces? Le temps viendra sûrement où il sera proclamé que le peuple de Québec est le mieux équilibré du Dominion, quant à cette question, et nous serons heureux si nous ne donnons pas une fausse interprétation aux motifs de nos compatriotes canadiens-français, en imputant au manque de courage ce qui n'est que l'aversion du sang répandu.

Qui parle ainsi? Est-ce M. Bourassa? Est-ce M. Monk? Est-ce M. Héroux?... Non, c'est un des écrivains canadiens-anglais les plus considérés, M. E. B. Biggar, rédacteur du "*Pulp and Paper Journal*" ("*The Canadian Crisis*", brochure en vente dans les librairies anglaises).

M. P. Bowyer, député conservateur à l'Assemblée législative d'Ontario, écrivait en novembre 1910, dans son organe le *Dominion* de Ridgton, Ont.:

Fermentement convaincus que nous sommes, que le Canada doit continuer ses bons rapports avec la Grande-Patrie et qu'il devrait supporter une part raisonnable dans la défense de l'Empire dont il fait partie, le "*Dominion*" a préconisé et préconise encore une contribution directe annuelle à la Grande-Bretagne, de préférence à la création d'une marine canadienne d'aucune sorte. Malgré que ce soit là notre attitude sur la question de la marine, nous devons admettre honnêtement qu'ayant avec grand soin consulté le peuple de cette partie du pays, nous n'avons trouvé qu'une faible minorité qui partageait notre opinion. La grande majorité n'est pas seulement opposée au plan d'une marine canadienne tel que soumis par M. Laurier, mais est aussi réfractaire à l'idée de construire des dreadnoughts ou d'envoyer de l'argent. Elle veut bien que les relations présentes continuent, mais elle est opposée à faire quoi que ce soit. Cette attitude, regrettable d'après nous, est néanmoins celle de nombre d'hom-